

## 9.1 Maladies - Accidents

Les Français sont globalement en bonne santé par rapport aux pays de niveau de richesse similaire. Les Français bénéficient d'une **espérance de vie à la naissance** élevée : 85,1 ans pour les femmes et 79,0 ans pour les hommes en France métropolitaine en 2015. On constate cependant un recul de ces indicateurs entre 2014 et 2015, de 0,3 an pour les femmes comme pour les hommes. Cette baisse serait principalement conjoncturelle, due à une forte augmentation de la mortalité des personnes âgées au cours de l'épisode grippal de l'hiver, avec une épidémie de forte intensité. C'est la première fois qu'une baisse annuelle de cette ampleur est constatée depuis l'après-guerre.

Dans l'ensemble des décès observés en France métropolitaine en 2014, les cancers et les maladies cardio-vasculaires constituent les causes les plus fréquentes (respectivement 30,0 et 25,0 %), suivies par les maladies de l'appareil respiratoire (autres que les cancers) et les **morts violentes** (suicides, accidents, etc.) qui représentent chacune environ un décès sur quinze. Ces quatre groupes de maladies rassemblent les deux tiers des décès. La répartition de la mortalité liée à ces groupes de pathologies évolue peu d'une année sur l'autre mais de manière relativement régulière. Les cancers sont progressivement devenus la première cause de mortalité depuis 2004, devant les maladies cardio-vasculaires, pour l'ensemble de la population. Les maladies cardio-vasculaires restent cependant la première

cause de mortalité chez les femmes, devant les cancers, à l'inverse des hommes. Les taux standardisés sur l'âge de décès pour les maladies cardio-vasculaires en France sont parmi les plus bas de l'Union européenne (UE), chez les hommes comme chez les femmes.

La réduction très notable de la mortalité toutes causes observées depuis plusieurs décennies se poursuit. En effet, les **taux de mortalité standardisés** sur l'âge ont, pour 1 000 habitants, diminué entre 2000 et 2014, de 14,7 décès à 11,4 chez les hommes et de 8,4 décès à 6,7 chez les femmes. Cette baisse concerne toutes les classes d'âges. Pour 2014, ces taux sont inférieurs aux taux moyens de l'UE, qui sont de 12,7 pour les hommes et 8,4 pour les femmes.

En 2016, les **accidents du travail** avec arrêt s'élevèrent à 626 200, en hausse de 0,3 % par rapport à 2015. Sur environ 763 900 sinistres ayant donné lieu à un arrêt en 2016, 82,0 % concernent des accidents du travail, 11,6 % des accidents de trajet et 6,4 % des maladies professionnelles.

En 2016, sur les routes de France métropolitaine, 3 477 personnes sont décédées. La mortalité routière est ainsi quasiment stable (+ 0,5 %) par rapport à l'année 2015. Les blessés, les blessés hospitalisés et les **accidents corporels** sont en légère hausse. L'évolution de la mortalité routière entre 2010 et 2016 est en baisse (- 12,9 %), soit 515 vies épargnées en 2016 par rapport à 2010. ■

### Définitions

**Accident du travail** : accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise.

**Taux de mortalité standardisé** : taux de mortalité d'une population présentant une distribution standard par âge. Il permet la comparaison entre périodes et entre pays, ces taux visant à chiffrer les décès indépendamment des différences entre les pyramides des âges des populations.

**Accident corporel de la circulation, affection de longue durée (ALD), dépense de prévention institutionnelle, espérance de vie à la naissance, mort violente, prévalence, vaccins** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'Assurance Maladie – Risques professionnels », Rapport annuel 2016, Sécurité sociale, septembre 2017.
- « L'accidentalité routière en 2016 », *Bilan sécurité routière 2016*, ONISR, juin 2017.
- « L'état de santé de la population en France », Rapport, Drees, édition 2017.
- « État de santé des Français et facteurs de risques », *Études et Résultats*, Drees, mars 2017.
- « Les chiffres clés de la Sécurité sociale 2015 », Direction de la Sécurité sociale, septembre 2016.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Causes de décès par sexe

en milliers

	1990			2000			2014		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Tumeurs	55,4	85,9	141,3	59,8	89,6	149,4	69,6	93,6	163,2
Maladie de l'appareil circulatoire	94,9	78,8	173,7	86,6	74,8	161,3	73,3	62,9	136,2
Maladies de l'appareil respiratoire	18,2	19,8	38,0	17,3	18,3	35,6	16,8	18,0	34,8
Maladies du système nerveux et des organes des sens	5,9	5,4	11,3	11,3	8,7	20,0	21,0	13,2	34,1
Maladies de l'appareil digestif	12,6	14,4	27,0	11,1	12,5	23,7	10,2	12,2	22,4
Troubles mentaux et du comportement	7,4	5,5	12,9	10,3	7,0	17,3	13,2	8,9	22,1
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	8,3	5,0	13,3	11,1	7,9	19,0	10,3	8,4	18,7
Maladies infectieuses et parasitaires	3,9	5,7	9,6	5,1	5,4	10,5	5,3	4,9	10,2
Maladies de l'appareil génito-urinaire	3,6	3,6	7,2	3,6	3,6	7,3	4,7	4,3	9,0
Autres maladies	23,4	18,3	41,7	25,3	18,5	43,8	32,0	27,0	59,0
Causes externes	19,0	28,6	47,6	16,5	24,4	40,9	14,2	20,9	35,1
<i>dont suicides</i>	3,2	8,1	11,4	2,9	7,9	10,8	2,2	6,7	8,9
<b>Total</b>	<b>252,6</b>	<b>271,0</b>	<b>523,6</b>	<b>258,1</b>	<b>270,7</b>	<b>528,8</b>	<b>270,5</b>	<b>274,3</b>	<b>544,7</b>

Champ : France métropolitaine, décès domiciliés.

Source : Inserm, CépiDC.

## Prévalence des maladies dans les affections de longue durée en 2015

Au 31 décembre	Taux de prévalence pour 100 000 personnes	Part des femmes en %	Part des hommes en %
Diabète de type 1 et 2	4 063	47	53
Tumeur maligne	3 330	55	45
Affections psychiatriques de longue durée	2 111	55	45
Maladie coronarique	1 851	29	71
Insuf. cardiaque, tr. du rythme, cardiopathies valvulaires, congénitales graves	1 645	50	50
Hypertension artérielle sévère	1 176	57	43
Artér. chr. avec manif. ischémiques	866	33	67
Accident vasculaire cérébral invalidant	662	48	52
Insuf. respiratoire chronique grave	641	50	50
Maladie d'Alzheimer et autres démences	542	73	27

Source : CNAMTS.

## Insécurité routière

	2005	2010	2016	16/15 en %
Accidents corporels	84 525	67 288	57 522	1,6
Tués <sup>1</sup>	5 318	3 992	3 477	0,5
Blessés	108 076	84 461	72 645	2,6
<i>dont hospitalisés<sup>2</sup></i>	<i>39 811</i>	<i>30 393</i>	<i>27 187</i>	<i>2,2</i>

1. Décès survenus dans les 30 jours suivant l'accident.

2. Victimes blessées dont l'état nécessite plus de 24 heures d'hospitalisation.

Champ : France métropolitaine.

Source : ONISR.

## Répartition sectorielle des accidents du travail

en milliers de salariés

	2007		2016	
	Accidents du travail en 1 <sup>er</sup> règlement	en %	Accidents du travail en 1 <sup>er</sup> règlement	en %
Métallurgie	78,2	10,9	49,5	7,9
BTP	131,3	18,2	88,3	14,1
Transports, EGE, etc.	96,0	13,3	93,5	14,9
Alimentation	121,0	16,8	110,3	17,6
Chimie, caoutchouc, plasturgie	15,4	2,1	10,2	1,6
Bois, ameublement, etc.	32,1	4,5	17,3	2,8
Commerce non alimentaire	58,5	8,1	48,9	7,8
Activités de services	187,7	26,1	208,2	33,3
<b>Total</b>	<b>720,2</b>	<b>100,0</b>	<b>626,2</b>	<b>100,0</b>

Champ : comités techniques nationaux, non compris bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières.

Source : CNAMTS.

## Dépenses de prévention institutionnelle

en millions d'euros

	2010	2015 (r)	2016
<b>Prévention individuelle primaire</b>	<b>2 806</b>	<b>2 988</b>	<b>3 019</b>
Vaccins	123	134	136
PMI - Planning familial <sup>1</sup>	688	662	658
Médecine du travail	1 512	1 632	1 645
Médecine scolaire	482	561	580
<b>Prévention individuelle secondaire</b>	<b>632</b>	<b>659</b>	<b>654</b>
<i>dont : dépistage des tumeurs</i>	<i>173</i>	<i>172</i>	<i>171</i>
<i>dépistage et lutte contre les maladies infectieuses</i>	<i>203</i>	<i>205</i>	<i>204</i>
<i>examens de santé</i>	<i>181</i>	<i>185</i>	<i>181</i>
<b>Prévention collective</b>	<b>2 393</b>	<b>2 206</b>	<b>2 199</b>
Prévention à visée comportementale	517	413	412
Prévention à visée environnementale	1 876	1 792	1 786
Hygiène du milieu <sup>2</sup>	530	575	587
Prévention des risques professionnels	249	238	239
Prévention et lutte contre la pollution	225	132	138
Observation, veille, recherche, règlements	319	317	314
Urgences et crises	- 28	25	20
Sécurité sanitaire de l'alimentation	582	506	486
<b>Total des dépenses de prévention institutionnelle</b>	<b>5 831</b>	<b>5 853</b>	<b>5 872</b>

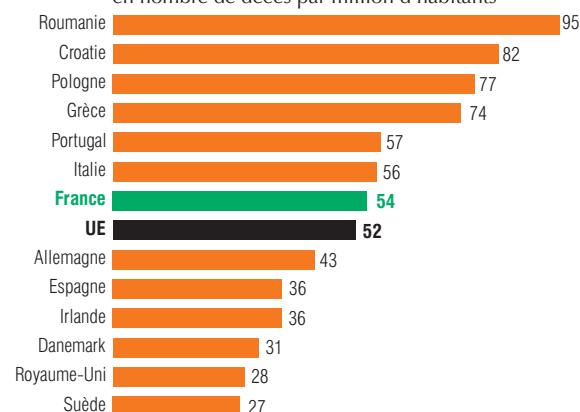
1. PMI : protection maternelle et infantile.

2. Y c. lutte anti-vectorielle.

Source : Drees.

## Victimes d'accidents de la route dans quelques pays de l'UE en 2015

en nombre de décès par million d'habitants



Note : décès survenus dans les 30 jours suivant l'accident.

Source : Commission européenne.

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

# Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

## 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 805</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

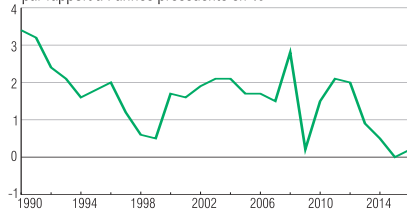
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
<b>France</b>	<b>0,8</b>	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	<b>Zone euro</b>	<b>1,1</b>
Irlande	-0,2	<b>UE</b>	<b>1,2</b>
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales